

Porter les objets de visibilité du secteur transport scolaire : un geste solidaire



Manifestation du Secteur transport scolaire à Montréal, le 9 avril 2011.

VOUS DÉSIREZ VOUS SYNDIQUER?

Contactez-nous à
sesyndiquer@csn.qc.ca
ou en appelant au 1 800 947-6177.

C'est avec plaisir que nous répondrons
rapidement à vos questions.

Nous vous assurons de respecter
la confidentialité de votre démarche.



Après avoir lu l'Infobus, passe-le à une ou un camarade!



Camarades,

L'hiver tire à sa fin et notre lutte se poursuit toujours. Je souhaite d'abord en faire un bref historique.

Après l'adoption de la plateforme salariale¹ par les membres du secteur, les syndicats du transport scolaire qui entraînent en ronde de négociation ont, du même coup, adhéré à un protocole de négociation coordonnée dans le but d'accroître leur rapport de force face aux employeurs. C'était une première pour notre secteur. La négociation coordonnée a fait ses preuves dans plusieurs autres secteurs d'activité comme, entre autres, l'hôtellerie. Au dépôt de nos demandes salariales, les employeurs se sont évidemment tous rebiffés, prétextant que leurs contrats ne leur permettaient pas de faire face à une telle dépense.

Nous avons donc saisi le gouvernement de nos attentes, en tant que réel bailleur de fonds.

1. Un montant de 600 \$ par semaine pour un minimum de 30 heures de travail. Les heures excédentaires rémunérées à 20 \$ l'heure, et ce, pour une période de 42 semaines par année.

Mot du président

La mobilisation donne des fruits

Nous avons également exercé des pressions auprès de la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, Line Beauchamp, pour qu'elle crée une table de concertation visant à régler le dossier des conductrices et des conducteurs d'autobus scolaire une fois pour toutes, afin que notre métier soit enfin reconnu et rémunéré à sa juste valeur. La réalisation de cette étape ne fut pas sans peine.

La mobilisation et l'acharnement furent appuyés par de nombreuses actions, dont des conférences de presse, le port d'objets de visibilité, des virées jaunes, des visites aux députés, etc. Plus important encore, lors de la rencontre du secteur du 5 avril 2011, devant le mutisme de la ministre, nous avons élevé la pression d'un cran en allant chercher auprès de la grande majorité des syndicats, un mandat de grève de trois jours, adopté dans des assemblées générales par des votes majoritaires variant de 80 à 100 %. Pour annoncer les journées de débrayage prévues pour les 3, 4 et 5 mai suivant, nous avons organisé, à Montréal, une grande manifestation où près de 800 conductrices et conducteurs ont afflué de toutes les régions du Québec. Une véritable marée d'autobus jaunes a

déferlé dans les rues afin de montrer notre ras-le-bol et notre colère. Claudette Carbonneau, alors présidente de la CSN, était présente à cet événement et elle a lancé un ultimatum à la ministre lui spécifiant qu'elle devait réagir si elle voulait éviter un conflit. Il faut souligner qu'à cette époque, le STS comptait environ 2000 membres et qu'à la manifestation, 40 % d'entre eux y étaient. Bravo! En plus de notre très forte participation, l'exceptionnelle couverture médiatique de cet événement devait porter la ministre à une réflexion sérieuse quant à nos récriminations.

À la suite de cette pression, dans un communiqué de presse daté du 21 avril 2011, Line Beauchamp annonçait la création d'une table de concertation sur l'industrie du transport. Ce comité avait pour but d'élaborer le profil complet de l'industrie puis de suggérer des pistes de solution, entre autres, pour répondre aux questions soulevées par le vérificateur général sur les contrats de gré à gré. Précisons qu'au début du communiqué, elle soulignait l'importance de notre métier, incitant fortement le comité à suggérer des solutions pour répondre à nos revendications.



Le 16 janvier dernier, le Comité mixte sur le transport scolaire a donc déposé son rapport final à la ministre.

Ce document d'une cinquantaine de pages, accompagné de 13 annexes, constitue un bon reflet de l'industrie et fournit une multitude de statistiques et d'informations précises concernant le transport scolaire. Cependant, nous découvrons un fait aberrant : il n'existe aucune donnée ou statistique comparative concernant notre travail, autant provenant du gouvernement provincial que du gouvernement fédéral. Nous n'apparaissons nulle part!

Il a donc été recommandé à madame Beauchamp, pour contrer cette lacune, de créer un comité de travail composé des associations patronales et syndicales, sous la gouverne des représentants du gouvernement, pour évaluer notre emploi sur la base d'emplois comparables. En avril dernier, elle déclarait : « Les gens qui conduisent les autobus scolaires sont importants pour le milieu scolaire. (...) Ces gens-là comptent sur notre soutien et méritent que nous fassions des efforts pour les aider à faire avancer les choses ». Si la ministre démontre toujours autant de volonté à vouloir régler notre dossier, elle devra agir, et ce, le plus rapidement possible.

Pour notre part, au STS, nous comptons bien lui démontrer à nouveau notre détermination. La balle est maintenant dans son camp. Elle a le pouvoir de faire en sorte que tout se fasse sans confrontation. Je dois toutefois lui rappeler que le temps presse. Malgré les rumeurs d'élections, peu importe la couleur ou l'allégeance du gouvernement, nous avons un rendez-vous incontournable.

Au cours des ans, nous avons été plus que patients. De 2000 membres que nous représentions à l'époque, nous sommes désormais plus de 3000 et nous demeurons toujours aussi mobilisés. Malgré toutes les embûches que nous avons trouvées sur notre chemin, nous avons été tenaces. Mais assez, c'est assez.

Rendez-vous en juin 2013. Après tout, on ne demande pas la lune!

Jacques Forgues

D'abord et avant tout conducteur d'autobus scolaire et fier de l'être
Président, secteur transport scolaire – FEESP-CSN

Objectif juin 2013

On ne demande pas la Lune!

Le Secteur transport scolaire (STS) de la Fédération des employés et employés de services publics – CSN (FEESP) a lancé une campagne de visibilité dans le but d'arrimer la fin des conventions collectives du secteur à une date commune, soit le 30 juin 2013.

La FEESP souhaite que cette campagne incitera le plus grand nombre possible de ses membres à ne pas céder devant les employeurs qui tentent de briser la solidarité si chèrement acquise au cours des dernières années, avec des offres qui, dans certains cas, peuvent paraître intéressantes, mais cachent le désir de démanteler le rapport de force du STS.

« J'invite nos camarades à apposer l'affiche bien en vue sur leur tableau syndical et à distribuer les macarons et les autocollants le plus rapidement possible à nos membres pour que l'employeur saisisse bien que nous sommes unis. C'est en restant solidaires que nous pourrons enfin sortir de l'ombre et obtenir la reconnaissance du métier de conductrice et de conducteur d'autobus scolaire à sa juste valeur », de déclarer Jacques Forgues, président du STS.



Rapport du Comité mixte sur le transport scolaire

Le Secteur transport scolaire adopte un plan d'action

Réuni à Québec le 15 février dernier, le Secteur transport scolaire (STS) a adopté un plan d'action visant à interpeller la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS), madame Line Beauchamp, afin qu'elle donne rapidement suite aux recommandations du Comité mixte sur le transport scolaire.

Les travaux de ce comité sont terminés depuis le 12 janvier dernier et le rapport a été déposé à la ministre dans les jours qui ont suivi. Unaniment, les membres ont convenu de mettre en place un comité de travail ayant pour mandat de réaliser un exercice complet d'évaluation de l'emploi de conductrice et de conducteur de transport scolaire sur la base d'emplois comparables. Ce comité sera composé de représentantes et de représentants de l'Association du transport écolier du Québec (ATEQ), de l'Association des propriétaires d'autobus du Québec (APAQ), de la Confédération des syndicats nationaux (CSN), de la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ), de la Centrale des syndicats démocratiques (CSD) et de représentants du gouvernement. Au moment d'écrire ces lignes, la ministre n'avait fait aucune annonce relativement à ce nouveau comité.

Afin d'inciter madame Beauchamp à aller de l'avant dans cette démarche, le STS de la Fédération des employés et employés de services publics – CSN a adopté un plan d'action.

Des assemblées générales ont déjà eu lieu pour en informer les membres. Au cours de la semaine du 12 mars, diverses conférences de presse régionales seront tenues pour signifier clairement les demandes du secteur. Des rencontres avec les responsables des différents partis politiques auront également lieu durant le mois de mars. Le STS compte

également interpeller les comités de parents et les commissaires des commissions scolaires pour expliquer leurs revendications. Enfin, d'autres actions de visibilité, dont des virées jaunes, sont prévues si les appels du STS demeurent sans réponse.

Les membres du secteur demeurent mobilisés et déterminés à aller jusqu'au bout pour enfin obtenir la reconnaissance que mérite leur métier et les conditions de travail qui devraient y être rattachées.



Réunion du Secteur transport scolaire à Québec, le 15 février dernier.